

«Nous aurons la confirmation que nous sommes capables de gérer un événement du type G7»

Sommet à Évian Matteo Cocchi préside la Conférence des commandants des polices cantonales suisses. Il détaille les défis liés à l'événement qui se tiendra en juin prochain, dans une société où les individus se montreraient plus agressifs que par le passé.

Chloé Dethurens

Gendarmes, militaires, agents des douanes: le G7 d'Évian va faire transpirer tous les acteurs de la chaîne sécuritaire dans plusieurs cantons.

Président de la Conférence des commandantes et commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS) et chef de celle du Tessin, Matteo Cocchi revient sur les risques liés à l'événement et sur le contexte sécuritaire plus général en Suisse, où l'agressivité augmente. Interview.

Le G7 se tiendra à Évian en juin prochain. A-t-on appris des erreurs de 2003?

Je n'étais pas en poste à l'époque. Mais ce que je sais, c'est qu'aujourd'hui les polices cantonales évaluent chaque jour la menace et ses potentielles évolutions pour être prêt le jour J. Les informations sont mises en réseau sur différents canaux. Une échelle des risques sera fixée.

Les risques sont-ils plus grands qu'il y a vingt ans?

Avec toutes les crises que l'on vit aujourd'hui, il y aura probablement des manifestations importantes et peut-être violentes. Nous n'avons pas encore d'indice clair de cela, mais nous devons être prêts et anticiper.

Les violences graves sont effectivement en augmentation en Suisse, selon les dernières statistiques...

Les problématiques sociales et financières pèsent sur la population. Depuis le Covid, les gens sont plus vite nerveux, plus agressifs. C'est une tension que l'on constate de manière générale dans la société et que l'on doit prendre en compte quotidiennement dans nos multiples activités de police et lors de tels événements.

De nouveaux types de violence ont aussi fait leur apparition...

En effet, en 2003, certaines menaces d'aujourd'hui n'existaient pas. Les drones, notamment, ou tout ce qui est lié à la cybercriminalité et à toutes ses facettes. Nous avons aussi des moyens de lutte contre ces phénomènes (ndlr: qui ne seront pas détaillés pour des raisons de sécurité), mais il faudra une collaboration entre les différentes polices. Certains cantons sont plus spécialisés dans certains domaines avec des compétences particulières. La collaboration est importante, car elle rend les activités de prévention et de répression plus efficaces.

Finalement, y aura-t-il plus de policiers sur le terrain qu'en 2003?

Je ne connais pas les chiffres de l'époque, et je ne peux pas articuler ceux d'aujourd'hui car ils ne sont pas encore fixés. L'engagement sécuritaire sera néanmoins important. Les policiers viendront de toute la Suisse pour épauler les cantons de Vaud, Genève et Valais, les trois secteurs concernés par le G7.

D'autres acteurs seront-ils sollicités?

Oui, la Confédération a donné son accord pour engager l'armée, qui sera conduite dans le cadre d'un appui subsidiaire par les polices cantonales sur le terrain. Rien de nouveau, puisque c'est déjà le cas lors du World Economic Forum (WEF). Les douanes aussi seront impliquées, avec un renforcement des contrôles aux frontières. Il y aura également des collaborations actives avec la France, évidemment.

La vie quotidienne dans les différents cantons concernés risque d'être touchée...

Oui, il y aura davantage de mesures sécuritaires. Mais celles-ci feront suite à une évaluation précise et seront proportionnelles. La vie va continuer pendant l'événement. Hélas, les violences domestiques, les cambriolages ne s'arrêteront pas le temps du G7. L'activité générale et quotidienne sur notre territoire devra aussi être garantie.

La réponse de la police à la manifestation du 7 octobre a fait l'objet de plaintes et de polémiques. Comment trouver le bon équilibre entre laisser faire les black blocs et réprimer des participants pacifiques?

Il n'y a pas de solution miracle. Dans le maintien de l'ordre, la police suisse applique toujours la tactique des trois D: dialoguer, désamorcer, défendre. On peut monter en puissance mais toujours de manière professionnelle. Si les manifestants font preuve de violence, il y aura une réaction proportionnelle en retour. Il faut être capable de répondre si la situation dégénère et l'évaluation constante permet d'anticiper d'éventuelles mesures.

Des textes parlementaires proposent d'interdire les manifestations pendant la durée du G7. Qu'en pensez-vous?

Ces mesures sont du ressort des cantons, il ne m'appartient pas de les commenter.

En décembre, Lugano accueillera la conférence ministérielle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le G7 sera-t-il un test pour déterminer si la Suisse peut gérer ce type d'événement?

Non, il donnera la confirmation que nous sommes capables et que la collaboration entre les polices fonctionne. Un G7 réussi veut dire des personnes et des biens protégés. Par contre, autant que les événements des dernières années entreront dans l'évaluation du dispositif lié au G7, ce dernier donnera des indications pour les événements à venir, dont l'engagement tessinois de fin d'année et le WEF en janvier 2027.

La collaboration entre les polices suisses se porte-t-elle si bien?

La Conférence des commandants des polices cantonales que je préside cherche justement à l'améliorer. Notamment en facilitant l'échange d'informations entre les corps des différents cantons. Celui-ci n'est pas toujours simple. Or la criminalité ne s'arrête pas au Gothard ou à la ville de Lausanne.

N'existe-t-il pas des concordats qui permettent aux différents corps de s'entraider?

Oui, pour les polices romandes, mais pas pour tous les cantons suisses. Un projet de plateforme commune, qui permettrait de partager sur des thématiques graves, comme la traite d'êtres humains ou les stupéfiants, est en phase de consultation par la conférence des ministres de justice et police. Une loi fédérale et la possibilité d'adapter la Constitution fédérale sont aussi en consultation. Différentes possibilités sont explorées pour disposer le plus rapidement possible d'une base légale efficace.

À quoi cette plateforme pourrait-elle mener?

Cela pourrait permettre à des enquêteurs de différentes polices de faire le lien plus facilement. Parfois, certains policiers travaillent sur les mêmes phénomènes et pourraient mieux s'entraider. Et, à terme, créer peut-être des centres de compétences, sans perdre l'autonomie cantonale.

Matteo Cocchi, président de la Conférence des commandantes et commandants des polices cantonales de Suisse et chef de celle du Tessin. DR

Le G8 de 2003, ici le 3 juin, et ses manifestations violentes ont marqué les esprits. Coffrini/Keystone

«Nous devons améliorer l'échange d'informations entre les corps des différents cantons. La criminalité ne s'arrête pas au Gothard ou à la ville de Lausanne.»

Matteo Cocchi Président de la Conférence des polices cantonales de Suisse